

<http://lipietz.net/Un-budget-soutenable-pour-les-generations-futures>

Politis

Un budget 'soutenable' pour les générations futures

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : vendredi 11 septembre 1998

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le keynésianisme est à nouveau à l'honneur. D'anciens tenants de la Pensée Unique, tel J.-P. Fitoussi, convergent avec certains de ses jeunes critiques dans le dogme des années 70-80 : seule la croissance, stimulée par le déficit public, créerait des emplois. Les Verts (français ou européens), et moi-même, bien isolés au cours des années 80-90, avons maintenu le vieux principe keynésien ("L'État doit s'endetter en période de stagnation et revenir à l'équilibre en période d'expansion"), en l'assortissant de l'argument des "générations futures".

Pour les écologistes, une génération ne doit pas satisfaire ses besoins en compromettant la capacité des générations futures à satisfaire les leurs, et particulièrement ceux des plus démunis. C'est l'idée du "développement soutenable", et cet esprit de responsabilité à l'égard des dettes léguées à nos enfants est aussi valable pour la dette publique que pour l'effet de serre ou les déchets nucléaires. Ni l'emploi, ni les indispensables dépenses sociales ne trouveront leur solution dans une hausse indéfinie de la dette publique, mais dans des réformes structurelles, y compris des ressources budgétaires : un partage du travail et des richesses.

En 1998, l'État français aura dépensé 265 milliards, près de 5 000 F par personne (bébés compris) pour le service de la dette accumulée, et pourtant la dette augmentera, malgré des taux d'intérêt actuellement modérés. Ces remboursements sont versés à des rentiers, étrangers ou Français, très majoritairement sexagénaires, lesquels les replacent sur le marché mondial (un peu plus à l'étranger qu'en France). Pour entamer le désendettement (et nous devons le faire *maintenant*, en profitant d'une conjoncture favorable), le déficit annuel (après le paiement du service de la dette.) devrait redescendre en dessous de 2 %. Le gouvernement, soucieux avec raison de ne pas brusquer les choses, se contente de 2,6 % : la dette augmentera encore un peu en 1999.

Si nous laissons filer la dette, jusqu'au niveau de la Belgique par exemple, c'est chaque année une somme plus importante qui serait retranchée des dépenses socialement utiles, pour être remboursée aux rentiers. Pour ramener sa dette publique au niveau de 60 % de son produit annuel, la Belgique devrait accepter un excédent budgétaire "primaire" (avant service de sa dette) de 7 % pendant 15 ans. Un adolescent belge ayant eu 10 ans en 1990, qui aura connu "l'horreur économique" de ces années mais qui peut espérer voir sa première paye en 2005, la verra "mangée" par l'impôt pour payer les erreurs de ses parents !

C'est justement l'argument des "erreurs passées" qu'invoque d'abord les keynésiens. Le chômage de masse serait le résultat des politiques restrictives imposées à toute l'Europe par le traité de Maastricht. Traité que j'avais combattu en 1992, au nom d'abord de cet argument, car nous étions alors en période de stagnation, et que J.-P. Fitoussi avait, à l'époque, appelé à voter. Je me réjouis du retour de la brebis égarée, et j'espère que J.-P. Fitoussi sera toujours à nos côtés quand, avec le prochain retournement du cycle (en 2002 ? Ou dès l'an 2000 si la crise s'aggrave dans le reste du monde ?), il faudra à nouveau porter le déficit au delà de l'absurde règle de 3 % arrêtée par le Pacte de Stabilité de Dublin, et imposer une baisse des taux aux Trichet et Duisenberg. Mais on n'éponge pas une erreur par de nouvelles erreurs.

Un nouvel endettement donnerait-il un coup de fouet à la croissance, permettant de résoudre le chômage ? Le propre institut que dirige J.-P. Fitoussi, l'OFCE, a montré que, si toute l'Union Européenne se mettait d'accord pour ne plus réduire ses déficits, et si, en outre, le taux d'intérêt réel était ramené à 0 %, alors le recul du chômage ne serait que de 2,5 %. En revanche, selon le même rapport, une baisse générale du temps de travail de 10 % ferait chuter de moitié le taux de chômage. La loi sur les 35 heures est un premier pas, mais un pas seulement.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas de marge de manœuvre proprement budgétaire ? Qu'il faille renoncer à scolariser

Un budget 'soutenable' pour les générations futures

correctement la Seine Saint-Denis, à porter à 3 000 F les minima sociaux (12,4 milliards pour le RMI et l'ASS) ? Si-fait . On peut augmenter, par exemple, l'impôt sur la fortune, on peut surtout renoncer à quantité de dépenses inutiles, telles que le porte-avions nucléaire, ou les centres "expérimentaux" d'enfouissement des déchets nucléaires ? dont encore une fois les générations futures auraient la charge !

Politique de fond, certes plus exigeante que de financer à crédit le refus de choisir ! Mais tel est le niveau d'exigence que requiert un développement au service du présent comme de l'avenir.